

## **A. Titre de la mission :**

Élaboration d'un rapport de recherche-action : « Note d'orientation sur l'augmentation de l'adoption par les petits commerçants des paiements numériques en Côte d'Ivoire »

## **Description du projet**

L'alliance Better Than Cash Alliance (BTCA) est un partenariat de gouvernements, d'entreprises et d'organisations internationales qui accélère la transition des paiements en espèces aux paiements numériques afin de réduire la pauvreté et de stimuler une croissance inclusive, catalyser le développement d'écosystèmes de paiements numériques inclusifs dans les pays membres pour réduire les coûts, accroître la transparence, faire progresser l'inclusion financière en particulier pour les femmes et stimuler la croissance inclusive.

Le Gouvernement de la Côte d'Ivoire a rejoint Better Than Cash Alliance en mai 2018 avec l'engagement d'accélérer le passage du pays, des paiements en espèces aux paiements numériques. D'ici là, le pays a créé une Agence pour l'inclusion financière (APIF) en 2019 et a lancé la même année une stratégie et une feuille de route combinées pour augmenter l'inclusion financière de 41% (Findex 2017) à 60% (objectif 2024).

Dans le cadre de son mandat de mise en œuvre de la stratégie d'inclusion financière du pays, l'APIF a sollicité le soutien de l'Alliance pour l'exécution de la feuille de route pays, et notamment la priorité N ° 2.1: « Promouvoir les paiements numériques marchands ».

L'initiative se concentrera sur l'élaboration d'une « Note d'orientation courte et ciblée pour accroître les petits paiements numériques des commerçants en Côte d'Ivoire ».

La note fournira à l'équipe APIF des enseignements et des recommandations exploitables pour l'exécution de la priorité de la feuille de route nationale d'inclusion financière ciblant les petits commerçants. La note d'orientation et les appels d'apprentissage associés (décrits dans la section B.) - renforceront les capacités et les activités de l'APIF pour la création de partenariats écosystémiques visant à accroître l'acceptation par les petits commerçants des paiements numériques.

La recherche fera ce qui suit :

1. cartographier les principaux obstacles du pays à l'adoption des petits commerçants.
2. documenter les initiatives lancées jusqu'à présent et les enseignements tirés au niveau des pays.
3. identifier les principaux intervenants impliqués dans ces initiatives et leurs rôles.
4. tirer parti des exemples de pays internationaux existants où des initiatives réussies (exemple : projets pilotes, incitations, direction d'acteurs, etc.) pour accroître l'acceptation des petits commerçants ont été lancées afin de tirer des enseignements pertinents pour la Côte d'Ivoire.
5. Inclure les perspectives des différents types d'acteurs à saisir : entreprises, PSF, partenaires au développement, gouvernements, régulateurs et associations industrielles.

Le rapport final sera publié en tant que bien public avec l'intention que d'autres pays apprennent des résultats.

## Étendue des travaux

BTCA recherche un expert technique pour effectuer les activités clés ci-dessous :

A. La note d'orientation devrait contenir :

(1) Évaluation des obstacles en Côte d'Ivoire : le consultant procédera à un aménagement paysager de haut niveau des principaux obstacles nationaux à l'adoption des paiements numériques par les petits commerçants en utilisant le cadre et la méthodologie FIGI EPAI. Cet aménagement paysager de haut niveau : (1) identifiera les principales parties prenantes (PSF, entreprises, régulateurs, associations clés, organismes / départements gouvernementaux, acteurs du développement) impliquées et leurs rôles ; (2) documenter des exemples d'initiatives lancées par le secteur privé pour accroître l'adoption le cas échéant et les enseignements tirés lorsqu'ils sont disponibles)

**Livrable 1** : Toile d'analyse (extraite du cadre et de la méthodologie FIGI EPAI) pour : (1) la phase d'identification des obstacles et (2) la phase d'identification des incitations et un plan de travail mis à jour pour exécuter l'ensemble de la recherche. (Format PPT).

**Livrable 2** :

- (a) Rapport initial - utilisation du cadre FIGI EPAI (format ppt)
- (b) Version résumée du rapport initial en anglais (15 diapositives max, version PPT)
- (c) Listes (format Excel) et procès-verbaux des acteurs locaux interrogés. (Format word).

(2) Leçons tirées d'autres marchés : le consultant utilisera le cadre et la méthodologie FIGI EPAI pour effectuer une revue de la littérature des recherches existantes sur les initiatives nationales (exemples : projets pilotes, programmes d'incitations, etc.) lancés pour surmonter les obstacles similaires identifiés pour la Côte d'Ivoire. Cette revue de la littérature couvrira 5 pays et mettra en évidence les différentes responsabilités des parties prenantes dans l'amélioration de l'acceptation des petits commerçants : gouvernement, régulateurs, entreprises, PSF, associations industrielles, etc.

**Livrable 3** : études de cas par pays (5 études de cas). Le lien entre les études de cas et leur pertinence pour la Côte d'Ivoire doit être clairement établi. L'analyse devrait mettre en évidence les similitudes et les limites de « l'adaptation » au contexte ivoirien. (3 pages max par étude de cas, format PPT).

(3) Recommandations contextualisées et exploitables : le consultant extraira les leçons les plus pertinentes / transférables tirées de la revue de la littérature pour rédiger des recommandations contextualisées et exploitables pour la Côte d'Ivoire pour chacune des principales parties prenantes : gouvernement, régulateurs, secteur privé, associations industrielles, etc.

**Livrable 4** :

- (a) Version finale de la note d'orientation (format Word de 35 pages maximum)
- (b) Plate-forme PPT des points saillants de la note d'orientation (10 diapositives max, format PPT)
- (c) Blog en français capturant les principaux points forts de la recherche à publier sur les sites des médias, de l'Alliance et de l'APIF (1 pager max, format Word).

**B. Organiser des appels d'apprentissage entre l'équipe de l'Agence de Côte d'Ivoire pour l'inclusion (APIF) et les partenaires concernés :**

(1) Organiser au maximum 3 appels d'apprentissage (45 min max) entre l'équipe de l'APIF et les partenaires concernés identifiés lors de la phase de recherche. Cela pourrait inclure - mais sans s'y limiter les auteurs du FIGI EPAI, WB / CGAP / IFC, des représentants du pays aménagé au cours de la phase A.

**Livrable 5 :** Minutes consolidées des appels d'apprentissage (3 pages, format word).

(2) Soutenir l'APIF dans l'organisation de 3 appels de diffusion maximum avec l'écosystème. Les participants clés pourraient inclure - mais sans s'y limiter : les acteurs identifiés pendant la phase A ou d'autres sur les recommandations de l'équipe APIF

**Livrable 6 :** Minutes consolidées des appels d'apprentissage (1 pager, format word).

**D. Résultats attendus et livrables**

<b>Deliverables/ Outputs</b>	<b>Due dates</b>	<b>Review and Approvals</b>
I- Tableau d'analyse (extrait du cadre et de la méthodologie FIGI EPAI) pour: (1) la phase d'identification des barrières et (2) la phase d'identification des incitations et un plan de travail mis à jour. (Format PPT).	<b>July 31, 2020</b>	Jean Pascal Mvondo/Marjolaine Chaintreau
II- (a) Rapport de démarrage - utilisant le cadre FIGI EPAI (format ppt); (b) version récapitulative du rapport initial en anglais (15 diapositives max, version ppt) (c) Listes (format Excel) et procès-verbaux des acteurs locaux interrogés. (format Word)	<b>September 11, 2020</b>	Approved by: Jean Pascal Mvondo/Marjolaine Chaintreau  (with review of APIF team)
III- Études de cas par pays (5). Le lien entre les études de cas et leur pertinence pour la Côte d'Ivoire doit être clairement établi. L'analyse devrait mettre en évidence les similitudes et les limites de la «transposition» dans le contexte de la Côte d'Ivoire. (3 pageurs maximum par étude de cas, format PPT).	<b>October 16, 2020</b>	Approved by: Jean Pascal Mvondo/Marjolaine Chaintreau (with review of APIF team)
IV- Minutes consolidées des appels d'apprentissage (3 pages, format mot).	<b>October 23, 2020</b>	Approved by: Jean Pascal Mvondo/Marjolaine Chaintreau (with review of APIF team)

<p>V- (a) Version finale de la note d'orientation (format Word de 35 pages maximum) en français  (b) Présentation PPT des faits saillants de la note d'orientation (15 diapositives maximum, format PPT) en français et en anglais  (c) Blog en français reprenant les faits saillants de la recherche à publier sur les sites des médias, de l'Alliance et de l'APIF (1 page max, format Word)</p>	<p><b>October 30, 2020</b></p>	<p>Approved by the Alliance EPC</p>
<p>VI- Minutes consolidées des appels d'apprentissage (3 pages, format mot).</p>	<p><b>November 20, 2020</b></p>	<p>Approved by:  Jean Pascal Mvondo/Marjolaine Chaintreau  (with review of APIF team)</p>

### **E. Arrangement institutionnel**

Le consultant travaillera en étroite collaboration et rendra compte à l'équipe de l'Alliance et de l'APIF qui coordonne cette étude :

- Alliance :

- o Jean Pascal Mvondo, chef de projet

- o Marjolaine Chaintreau, co-chef de projet

- APIF Côte d'Ivoire :

- o Patrice Brou, point focal

- o Alan Beugre, point focal adjoint

### **F. Durée des travaux**

Les activités devraient être terminées d'ici le 10 décembre 2019.

### **G. Lieu d'affectation**

Ceci est un conseil à domicile

### **H. Qualifications de l'expert individuel retenu**

a) Maîtrise en gestion ou disciplines connexes

b) Au moins 8 ans d'expérience professionnelle avec une expérience de terrain en Afrique de l'Ouest (en particulier en Côte d'Ivoire)

c) Expérience de la réalisation d'études qualitatives et quantitatives pour le secteur de la finance numérique. Solide expérience de travail avec le secteur privé, y compris des entreprises de petite taille, des technologies financières et des PSF. Démontrer sa capacité à formuler des recommandations exploitables aux responsables des secteurs privé et public de la région ouest-africaine dans le secteur de la finance numérique. Excellente connaissance de l'écosystème de la finance numérique en Côte d'Ivoire (politiques ; organisations institutionnelles ; secteur privé ; réglementations) et contacts des principaux acteurs de l'écosystème de la finance numérique (en particulier les entreprises du secteur privé, y compris les prestataires de services financiers et la fintech)

d) Un français parlé et écrit impeccable est requis ;

e) La maîtrise de l'anglais est souhaitable.

### **I. Portée de la proposition de prix et calendrier des paiements**

Les paiements seront basés sur des frais journaliers tout compris indiqués par le spécialiste lors de son adhésion à la liste d'experts techniques de la BTCA. Le consultant soumettra une feuille de temps de contrat individuel, approuvée par le responsable Afrique francophone de la BTCA, qui servira de base pour le paiement des honoraires pour un montant ne dépassant pas 150 jours ouvrables.

Les frais de voyage (billet et indemnité journalière de subsistance) seront couverts séparément par la BTCA conformément aux règles de l'ONU. Aucun déplacement n'est prévu pour l'instant compte tenu du contexte actuel du COVID19.

### **J. Critères de sélection de la meilleure offre**

La sélection du consultant est basée sur le mode opératoire standard de la liste d'experts techniques de la BTCA. Il consiste en une méthode de notation combinée, évaluant à la fois les qualifications techniques et la proposition financière en fonction des honoraires quotidiens du consultant.